

# Sous-préfectures Le préfet Bouillon veut jouer la concertation

Devant les maires réunis à la Foire européenne de Strasbourg, le préfet de Région, Stéphane Bouillon, a promis vendredi un double comité de suivi sur la réorganisation des sous-préfectures.

Dans le Bas-Rhin, comme dans le Haut-Rhin – et sans doute en Lorraine – la mission de réflexion sur le réseau de sous-préfectures, confiée par le ministre de l'Intérieur au préfet de la région Alsace et à son collègue de Moselle a inquiété élus et agents de l'État. Intervenant lors de la Journée des maires, le président du conseil général du Bas-Rhin, Guy-Dominique Kennel, a appelé le représentant de l'État à « ne pas oublier que les sous-préfets et leurs services sont des interlocuteurs précieux, en matière de conseil et d'expertise, des élus locaux ».

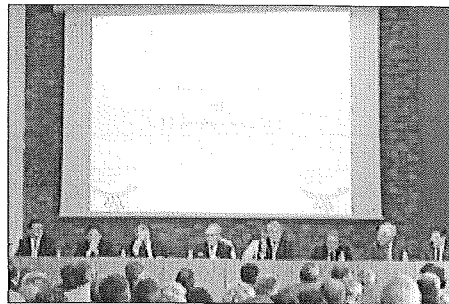
« L'idée n'est pas de commencer par supprimer tel ou tel arrondissement pour faire du chiffre. Ce n'est pas un travail d'abandon. Je crois fortement au rôle de l'État dans les territoires, sinon j'aurais changé de métier. Mais je crois en un État efficace pour agir », a répliqué le préfet Stéphane Bouillon, dans son intervention. Accueilli par le président de l'Association des

maires du Bas-Rhin, Joseph Ostermann, qui a relayé l'inquiétude de ses collègues, il a balayé l'interrogation sur le choix des trois départements – singuliers dans l'espace français par la survivance du droit local.

## 6 cantons à Strasbourg

Tout en ne niant pas cette spécificité, le préfet de région a estimé que « l'Alsace est assez représentative du territoire national ». Citant des pistes de réflexion, il n'a pas écarté l'idée de « regrouper des services de l'État avec d'autres services publics ». Ou encore de « jumeler, fusionner, voire supprimer des arrondissements ». Stéphane Bouillon s'est engagé à mener « une large concertation », à travers deux comités de suivi. Le premier avec les présidents de la Région, des Départements et des Associations de maires, le second concernant les organisations syndicales en préfecture.

Interpellé aussi par Guy-Dominique Kennel (UMP) sur la carte du redécoupage cantonal – autre sujet de friction entre la majorité alsacienne et l'État –, le préfet a confirmé qu'il transmettrait, « dans les prochains jours, le projet



À la tribune lors de la journée des maires.

Photo J.-M. L.

de nouvelle carte des 23 cantons bas-rhinois », au lieu de 44 actuels. Ce seront des « cantons doubles », avec un binôme homme-femme. « Six d'entre eux s'inscriront dans la ville de Strasbourg et 17 couvriront le reste du département », a-t-il précisé, en soulignant que « la carte – élaborée au ministère de l'Intérieur – doit se fonder sur les intercommunalités existantes ». Et que la population doit être à « plus ou moins 20% de la moyenne qui est de 47 648 habitants dans le Bas-Rhin ». Le préfet Bouillon pourrait présenter et commenter cette carte lors de la session du conseil général du 23 septembre.

## Moderniser le droit

Lors de cette réunion, qui a montré aussi la complexité de la réforme des rythmes scolaires, le sénateur UMP André Reichardt a détaillé les nouvelles règles s'appliquant aux municipales de 2014. Ainsi, dans les communes

de plus de 1 000 habitants, les conseillers seront élus à la proportionnelle, avec des listes paritaires, obligatoirement déposées en préfecture... Comme président de la commission d'harmonisation du droit local, André Reichardt est à l'origine d'une proposition de loi visant à moderniser ce droit. Il est question du financement des corporations, de la taxe des riverains, du repos dominical et des jours fériés. En espérant « le soutien des différents groupes du Sénat ».

Autre intervention, celle du président de la Communauté urbaine de Strasbourg, Jacques Bigot (PS), qui s'est voulu rassurant, sur les missions de l'eurométropole. Tous les intervenants sont des candidats potentiels aux sénatoriales... à l'exception de Philippe Richert qui a détaillé le plan de relance de l'emploi. Avant de parler du GCO et du TGV Rhin-Rhône (lire ci-dessus).

Y. B.

## Le Haut-Rhin veut la transparence

Dans une motion adoptée à l'unanimité, les conseillers généraux haut-rhinois demandent à « être associés pleinement à la démarche » de réorganisation des sous-préfectures. Pour sa part, Charles Buthner insiste sur « la pleine transparence des données et leur juste évaluation par rapport aux autres départe-

ments, dans un objectif d'équité ».

Les élus ne peuvent admettre que « cette mesure pénalise les Haut-Rhinois et que la qualité de l'accès aux services de proximité soit dégradée ». Si tel était le cas, « le conseil général demanderait que lui soient attribuées des compensations à hauteur du retrait de l'État ».

*d'Alsace 18/09/2013*